

Le potentiel de rattrapage de la zone euro et plus encore de l'économie française reste considérable. Mais l'embellie conjoncturelle ne sera pas éternelle. Voilà pourquoi il est vital d'accélérer les transformations nécessaires en France comme dans la zone euro.

Sur le plan européen, l'urgence va au renforcement de la monnaie unique face aux futurs chocs en créant un fonds monétaire, en achevant l'union bancaire, en favorisant la convergence fiscale et sociale. Sur le plan national, la priorité doit être donnée à la reconstruction d'une offre compétitive en améliorant tous les facteurs de production : le travail via l'éducation et la formation tout au long de la vie professionnelle ; le capital en réorientant l'épargne vers l'investissement productif et l'innovation ; la concurrence en libéralisant les marchés de biens et de services et en relançant les privatisations.

Mais il n'est pas de compétitivité sans réforme de l'Etat, qui constitue le principal point faible des réformes engagées avec la poursuite de la dérive des dépenses et l'absence de réduction des effectifs de la fonction publique. La modernisation de l'Etat est plus que jamais la clé d'une croissance durable et du retour au plein-emploi. L'Etat n'est fort et ne sert le bien commun que s'il est capable de se réformer ; il est faible et ne sert que les corporatismes quand il fait supporter aux citoyens et aux entreprises le coût de son inefficacité et de son immobilisme ■

Encore un peu de poutargue ?

Une étude de l'Anses montre que le niveau d'études et de revenus conditionne le régime alimentaire.

par Pierre-Antoine Delhommais

Si elle ne nourrit plus aujourd'hui, comme ce fut le cas pendant des siècles, la lutte des classes, l'alimentation n'en reste pas moins un puissant marqueur social, aussi révélatrice des inégalités de revenus que le quartier où l'on habite et les prénoms que l'on donne à ses enfants. Il n'est pas besoin d'avoir fait des études de sociologie très poussées pour observer que les habitués des kebabs ne sont pas ceux des restaurants étoilés, que la clientèle des magasins de hard discount a peu de traits communs avec celle des magasins spécialisés dans le bio, et que les amateurs de quinoa sont moins nombreux en Picardie que dans le 11^e arrondissement de Paris. Dis-moi ce que tu manges, je te dirai combien tu gagnes...

Selon la monumentale étude publiée cet été par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation sur la consommation alimentaire des Français (566 pages, deux ans d'enquête, 5 800 personnes interrogées, 320 000 données recueillies), les différences entre catégories sociales sont d'abord de nature quantitative. Cela peut étonner, mais, de nos jours encore, plus on a un niveau d'études et de vie élevé, plus on mange. La ration journalière (boissons incluses) passe de 2 864 grammes par jour pour une personne ayant arrêté ses études au collège à 3 061 grammes par jour pour un individu ayant un niveau bac + 4.

Il « existe des arguments probants indiquant que l'hypersensibilité alimentaire jouit d'un statut social élevé ». John Coveney

Mais les différences sont aussi d'ordre qualitatif. Les cadres mangent plus de yaourts et de fromages blancs que les autres catégories socioprofessionnelles, plus de poissons aussi, de légumes, de céréales au petit déjeuner et de pain complet. Et beaucoup plus de fruits que les ouvriers (162 grammes par jour contre 106 grammes par jour). Les cadres boivent également plus de jus de fruits et de légumes que les artisans (71 g/j contre 17 g/j), mais trois fois moins de sodas que les ouvriers (61 g/j contre 167 g/j). Quant au bio, même s'il se démocratise, il reste aussi très marqué socialement, avec un taux de consommateurs de 40,4 % chez les cadres et professions libérales, contre seulement 16,7 % chez les ouvriers.

Enfin, si la pomme de terre demeure fortement clivante (51 g/j pour les personnes n'ayant pas leur bac, 39 g/j pour les diplômés du supérieur), d'autres aliments ont en revanche changé de camp socialement. C'est le cas du vin, longtemps boisson ouvrière, désormais boisson des CSP+. C'est aussi le cas de la viande (hors volailles), auparavant apanage des classes aisées, lesquelles en mangent aujourd'hui nettement moins que les ménages modestes (37,1 g/j contre 52,8 g/j).

Si les habitudes alimentaires évoluent sociologiquement, c'est notamment parce que la nourriture a toujours été considérée par les catégories privilégiées comme un moyen d'affirmer leur différence et leur « supériorité », de se distinguer du peuple. Dans son « Discours de la préférence de la noblesse », le juriste Florentin Le Thierrat écrivait déjà en 1606 : « *Nous [les nobles] mangeons plus de perdrix et de viandes délicates qu'eux [les roturiers] et cela nous donne une intelligence et une sensibilité plus souples qu'à ceux qui se nourrissent de bœuf et de porc.* »

Ce désir de « distinction » par la nourriture, pour parler comme Pierre Bourdieu, incite notamment les couches sociales supérieures à se détourner des aliments devenus trop communs, bon marché et accessibles à tous. « *Depuis que le saumon fumé n'est plus un produit de luxe et que des fast-foods proposent des hamburgers au foie gras*, écrit Céline Laisney, économiste spécialiste de l'alimentation, *les gourmets exigeants se sont tournés vers la poutargue ou le jambon bellota, moins connus du grand public et au prix encore élevé.* »

La recherche d'aliments rares et chers reste le moyen le plus simple pour les personnes fortunées d'afficher dans leurs assiettes leur aisance financière. Selon la dernière enquête Sofinscope de mars 2017 sur l'alimentation des Français, les foyers gagnant mensuellement plus de 3 500 euros dépensent 506 euros par mois en moyenne pour leurs courses alimentaires, contre 203 euros pour les foyers aux revenus inférieurs à 1 000 euros, le prix étant le premier critère de choix d'un produit (42 %), loin devant la qualité gustative (12 %) et la provenance (6 %).

Autre façon, pour les classes aisées, de continuer à se distinguer socialement à travers la nourriture : l'adoption de régimes alimentaires onéreux motivée par des allergies et des intolérances, le plus souvent autodiagnostiquées, à certains aliments ou certaines protéines, tel le gluten. Dans l'ouvrage collectif ■■■

■■■ «Les alimentations particulières», le chercheur John Coveney, qui a étudié les allergies alimentaires chez les enfants australiens, note qu'il «*existe des arguments probants indiquant que l'hypersensibilité alimentaire jouit d'un statut social élevé. Cela est particulièrement clair si on sait aussi que les allergies sont plus fréquentes dans les pays développés que dans les pays en voie de développement, ainsi que chez les populations qui se considèrent supérieures en termes d'éducation et de culture*». Ce phénomène de snobisme allergique n'est pas nouveau. Dans l'Angleterre du XIX^e siècle, le rhume des foies était considéré par les élites non comme une maladie mais comme le signe d'une élégance raffinée, dû au contact d'êtres délicats avec l'air brut des campagnes que seuls des paysans à la constitution robuste étaient en mesure de supporter.

Hier, les différences sociales en matière d'alimentation résidaient dans l'impossibilité pour les pauvres de manger des aliments coûteux. Aujourd'hui, elles ont plutôt tendance à s'exprimer par le refus des riches de manger des aliments supposés mauvais pour leur santé. Dis-moi ce que tu ne manges pas, je te dirai combien tu gagnes... ■

Les dérapages non contrôlés de la PMA

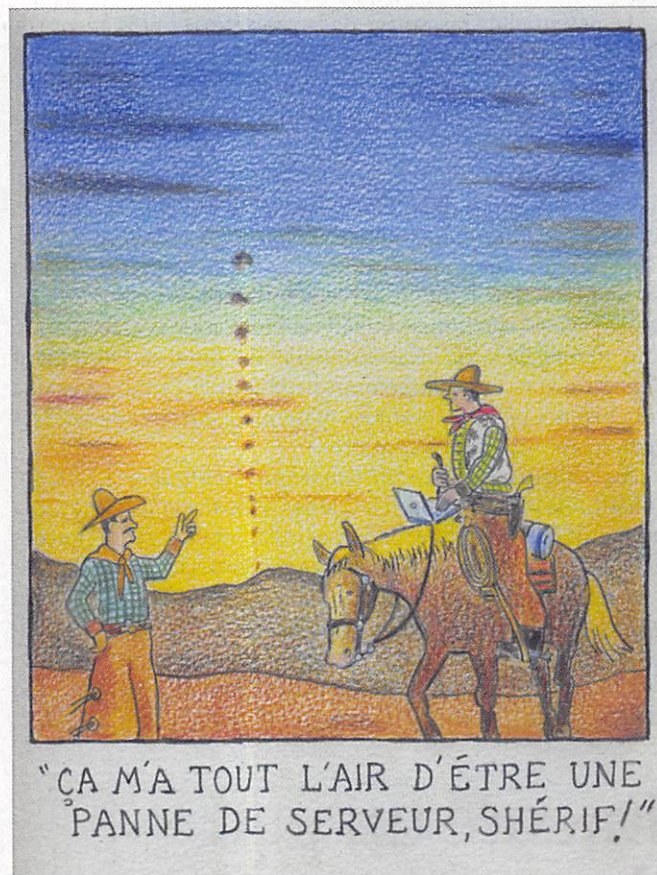
Dépassée par la multiplication des expériences sur l'embryon, l'éthique ne se fait plus entendre.

par Jean-François Bouvet*

Le 20 septembre, la revue *Nature* publiait une étude du Francis Crick Institute de Londres sur la modification génétique de plusieurs dizaines d'embryons humains. Il s'agissait d'embryons surnuméraires conçus par fécondation in vitro (FIV) et cédés à la recherche parce que non utilisés dans le cadre d'une procréation médicalement assistée (PMA). Cette manipulation génétique a-t-elle suscité des réactions? Non, si ce n'est quelques lignes ici ou là. La banalisation de la modification génétique de l'embryon est en marche, et la multiplication des expérimentations fait office de légitimation larvée.

La première annonce scientifique sur le sujet est venue de Chine, en avril 2015. Cette intrusion sans précédent, avant la naissance, dans le patrimoine génétique de l'espèce humaine a suscité à l'époque indignation ou enthousiasme. Des scientifiques américains, et non des moindres, ont alors mis en garde, dans les revues *Science* et *Nature*, contre l'usage incontrôlé de telles manipulations et ont appelé à un moratoire – sans grand effet pour l'instant. Car les expérimentations génétiques sur l'embryon, ou sur l'œuf dont il est issu, se sont succédées à un rythme soutenu en Chine, en Suède, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

Si, dans la plupart des cas, le but était de corriger un gène défectueux, la récente étude du Francis Crick Institute est d'une tout autre nature. Il s'agissait d'inactiver un gène précis de l'embryon, codant pour le facteur OCT4, pour mieux cerner son implication dans l'embryogenèse. Des travaux justifiés en arguant qu'une meilleure connaissance de ce développement permettrait de lutter contre les échecs de la PMA. Donc, pour résumer,



après avoir inventé la FIV il y a une quarantaine d'années, on «bricole» génétiquement des embryons obtenus par cette technique en vue d'optimiser les étapes suivantes.

Dernière prouesse technique de l'ingénierie de l'embryon: le 23 septembre paraissait, dans la revue *Protein & Cell*, l'étude d'une équipe de l'université Sun Yat-sen de Guangzhou ayant ciblé, sur des embryons humains, un gène impliqué dans une maladie du sang, la bêta-thalassémie. La nouveauté est qu'il s'agissait d'embryons obtenus par... clonage. Vu le rythme stupéfiant auquel s'enchaînent les «avancées» biotechnologiques, on peut craindre que le questionnement éthique ait le plus grand mal à suivre.

Le 12 septembre, la secrétaire d'Etat chargée de l'Egalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa, confirmait l'intention du gouvernement de proposer une extension de la PMA aux couples lesbiens et aux femmes célibataires. Cette déclaration n'a pas manqué de relancer le débat sur les enjeux éthiques de la PMA. Reste qu'en France la révolution procréative qui se dessine s'inscrit essentiellement dans le champ sociétal. Ailleurs dans le monde, on peut voir que se multiplient des innovations de la PMA interrogeant l'éthique de manière plus radicale ■

* Docteur d'Etat es sciences, auteur de «Bébés à la carte» (Ed. des Equateurs, 164 p., 18 €).

La banalisation de la modification génétique de l'embryon est en marche.